



EDITO

La transition vers les énergies propres est inarrêtable. Même dans le scénario peu probable dans lequel aucune nouvelle action climatique n'est entreprise au-delà des politiques actuelles, la demande mondiale dans chacune des trois énergies fossiles - charbon, pétrole et gaz - devrait atteindre son pic avant 2030 et les énergies renouvelables pourraient représenter 80% des capacités électriques nouvelles.

Enthousiasmantes, ces perspectives identifiées dans le dernier World Energy Outlook de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) doivent pourtant être largement dépassées pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Et si la croissance des renouvelables n'est en effet pas prête de s'arrêter, force est de constater la poursuite de l'ouverture de nouveaux projets d'énergies fossiles, à rebours des recommandations scientifiques.

L'AIE est catégorique. Les acteurs financiers ont intérêt à s'engager pleinement dans la transition et à l'accélérer pour éviter les gigantesques coûts liés à l'inaction et aux éventuels stranded assets.

Et il y a du boulot : il faut multiplier par 2,5 les financements à la transition énergétique d'ici 2030. Pourtant, le Sustainable Power Policy Tracker publié la semaine dernière par Reclaim Finance et ses partenaires indique que seulement 8 des 60 plus grandes banques internationales ont adopté des cibles de financement visant le déploiement des solutions. Sans cible, difficile de compter sur elles pour apporter les milliards nécessaires et injecter à l'horizon 2030 six dollars dans les énergies soutenables pour chaque dollar investi dans les énergies fossiles... Surtout qu'il faudrait aussi s'entendre sur les énergies ou technologies méritant d'être étiquetées comme étant soutenables.

La bonne nouvelle à ne jamais oublier est que les blocages ne sont pas dûs à un manque d'argent. Il suffirait de rediriger les sommes allant à ce jour à l'expansion des énergies fossiles pour financer le développement de l'éolien et du solaire aux niveaux requis. Et ça tombe doublement bien puisque l'AIE indique que le monde n'a pas besoin de nouveaux projets d'énergies fossiles pour répondre aux besoins énergétiques.

C'est donc du côté des intérêts financiers et politiques qu'il faut se tourner pour comprendre les points de blocage et identifier les points où faire pression.

Une bataille, particulièrement symptomatique du problème, est en train de se jouer en France. Il s'agit de la révision du label ISR (Investissement Socialement Responsable), qui représente environ 800 milliards d'euros d'actifs et dont la crédibilité est moquée en raison de la présence dans 94% de ses fonds d'entreprises des fossiles, de l'armement ou au respect des droits humains et sociaux très approximative.

La pierre d'achoppement, sur laquelle tergiversent Bercy et Matignon est l'exclusion de TotalEnergies, telle que proposée par le comité multi-acteurs qui a planché pendant plus de deux ans sur les contours du futur label. Leur motivation est simple à comprendre : TotalEnergies, qui est à ce jour présent dans 20% des fonds labellisés ISR, développe de nouveaux projets pétroliers et gaziers, y compris dans les hydrocarbures les plus risqués pour le climat et les écosystèmes. Rien de responsable donc.

Une décision prolongeant l'institutionnalisation du greenwashing actuel serait particulièrement incompréhensible alors que le gouvernement français cherche à réunir plusieurs pays autour d'une date de sortie du pétrole en vue de la COP28 et que TotalEnergies a récemment revu à la hausse ses prévisions de production gazière...et pétrolière.

Lucie Pinson,
Directrice de Reclaim Finance

A NE PAS MANQUER



Décarbonation de l'électricité : les banques doivent passer à la vitesse supérieure

Un nouvel outil lancé aujourd'hui par une dizaine d'ONG révèle que les grandes banques mondiales n'ont pas encore adopté les mesures nécessaires pour soutenir la décarbonation de l'électricité.

[EN SAVOIR PLUS](#)



Lettre ouverte à Elisabeth Borne pour un label ISR sans greenwashing

59 personnalités et représentant.es d'organisations des milieux associatif, économique et académique appellent à exclure du label ISR les développeurs de nouveaux projets d'énergies fossiles.

[EN SAVOIR PLUS](#)



GCEL 2023 : Une hausse alarmante des développeurs de charbon thermique

Le nombre de projets d'expansion charbon a bondi en 2023. Ces données sont issues de la mise à jour de la GCEL, qui recense 1400 entreprises actives dans l'industrie du charbon thermique.

[EN SAVOIR PLUS](#)

LA SÉLECTION DU MOIS

Les limites de l'énergie (pas si) propre

Reclaim Finance propose un aperçu des sources d'énergie et des technologies incluses dans le champ des énergies propres de l'AIE.

"Say on Climate" : l'inaction du gouvernement pour la finance durable

Reclaim Finance regrette que le gouvernement et les parlementaires aient cédé à la pression des lobbys et les appelle à continuer de se mobiliser.

L'AOA en passe de rater une occasion de définir des critères significatifs

Reclaim Finance a soumis ses commentaires à l'AOA, expliquant les principaux problèmes qui nécessitent d'être rectifiés dans le TSPV4.

Qui tire les ficelles de votre épargne salariale ?

Votre épargne ne dort pas, bien au contraire. Confiée à un gestionnaire d'actifs, elle est investie sur les marchés financiers et a un impact sur le réel.

Les entreprises fossiles peuvent réduire leurs émissions de méthane

L'AIE a identifié des technologies existantes capables de réduire les émissions de méthane provenant des énergies fossiles pouvant être adoptées sans coût net.

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

FAIRE UN DON

Un don de 100€ revient à 34€
après réduction fiscale.



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous recevez cette newsletter parce que vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)